



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
9 avril 2012  
Français  
Original : anglais

**Pour suite à donner**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Session annuelle de 2012**

5-8 juin 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Projet de descriptif de programme de pays\*\*

#### Roumanie

#### *Résumé*

Le présent descriptif de programme de pays concernant la Roumanie est présenté au Conseil d'administration pour examen et observations. Le Conseil est invité à approuver le budget indicatif global qui s'élève, pour la période 2013-2017, à 3 750 000 dollars à prélever sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et à 12 500 000 dollars à prélever sur d'autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

---

\* E/ICEF/2012/9.

\*\* Conformément à la décision 2006/19 du Conseil, le présent document sera révisé et affiché sur le site Web de l'UNICEF, conjointement avec le tableau des résultats, au plus tard six semaines après son examen à la session annuelle de 2012 du Conseil. Le descriptif de programme de pays révisé sera ensuite soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2012.



## Données de base<sup>†</sup>

(2010, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (de moins de 18 ans, en millions) . . . . .	3.9
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes) . . . . .	14
Insuffisance pondérale* (modérée et grave, en pourcentage, 2002) . . . . .	4
(en pourcentage, zones urbaines/rurales, zones pauvres/riches). . . . .	3/4, ../..
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, 2008) . . . . .	27 <sup>a</sup>
Taux de fréquentation dans l'enseignement primaire (pourcentage net, garçons/filles, 2009) . . . . .	96/96
Élèves du primaire atteignant la cinquième année de scolarité (en pourcentage, garçons/filles) . . . . .	95
Utilisation de sources d'eau potable améliorées (en pourcentage, 2005) . . . . .	89
Utilisation de services d'assainissement adéquats (en pourcentage, 2005) . . . . .	73
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (en pourcentage, 15-49 ans, garçons/filles, 2009) . . . . .	0,1
Enfants qui travaillent (en pourcentage, enfants de 5 à 14 ans, garçons/filles, 2009) . . . . .	1
Enregistrement des naissances (en pourcentage, enfants de moins de 5 ans) . . . . .	..
(en pourcentage, garçons/filles, zones urbaines/rurales, zones pauvres/riches) . . . . .	..
RNB par habitant (en dollars des États-Unis). . . . .	7 840
Enfants d'un an ayant reçu le vaccin combiné diphtérie/coqueluche/tétanos (en pourcentage). . . . .	97
Enfants d'un an vaccinés contre la rougeole (en pourcentage) . . . . .	95

<sup>†</sup> On trouvera des données nationales plus détaillées sur les enfants et les femmes à l'adresse ci-après : <http://www.unicef.org/>.

\* Les estimations relatives à l'insuffisance pondérale se fondent sur les normes de croissance de l'enfant de l'Organisation mondiale de la santé adoptées en 2006.

<sup>a</sup> Les estimations faisant état de 21 décès pour 100 000 naissances vivantes (2009), sont présentées dans le rapport TransMONEE de 2011. « Le chiffre de 27 décès pur 100 000 naissances vivantes est présenté par le Groupe interinstitutions des Nations Unies pour les estimations en matière de mortalité maternelle (Organisation mondiale de la santé, UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la population et Banque mondiale, avec le concours d'experts techniques indépendants) : l'ajustement prend en compte le défaut de signalement et les erreurs de classification en matière de décès maternels. Pour toute information complémentaire, cf. le site [www.childinfo.org/maternal\\_mortality.html](http://www.childinfo.org/maternal_mortality.html).

## Aperçu de la situation des femmes et des enfants

1. La Roumanie est membre de l'Union européenne depuis 2007. Elle a mis en place les nouveaux cadres normatifs exigés par des membres de l'Union, notamment la stratégie nationale de promotion et de protection des droits des enfants 2008-2013. Les nouvelles règles ont posé des normes plus élevées et élargi l'éventail des obligations et des prestations afin de mieux appuyer la réalisation des droits de tous les enfants du pays, notamment en matière de développement et de protection.

2. La crise économique et financière mondiale de 2008 a entraîné une contraction de l'économie de 7,1 % en 2009 et de 1,2 % en 2010<sup>1</sup>. Cette situation a effectivement réduit à néant l'action menée pour atteindre les niveaux de vie de l'Union européenne. En 2009, le Gouvernement a obtenu du Fonds monétaire international/de la Banque mondiale/de l'Union européenne un ensemble de mesures de sauvetage représentant près de 20 milliards d'euros, aux termes desquelles était exigée une réduction de 7,4 % à 3 % du déficit budgétaire entre 2009 et 2012. Selon les projections, l'assistance sociale dans son ensemble tombera de 2,86 % du produit national brut en 2010 à 2,08 % en 2013. Le budget consacré aux soins de santé primaires a subi une réduction de 2 % entre 2008 et 2010. Un rapport de 2011<sup>2</sup> signalait que les revenus ont chuté du fait des réductions de salaires, de l'augmentation du chômage et d'une baisse d'environ 50 % des transferts de fonds, ce qui affecte particulièrement les ménages pauvres. Le produit national brut s'est élevé de 2,5 % en 2011, mais, du fait des effets à long terme de la crise économique, il existe toujours des risques qui devront être pris en compte pour les années à venir.

3. En dépit d'une nouvelle loi exigeant une année d'éducation préscolaire, on estime à 400 000 le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés, soit un enfant sur cinq, qui ne fréquente pas l'école régulièrement, ce qui est une atteinte au droit de l'enfant à l'éducation. Qui plus est, le rapport du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)<sup>3</sup> pour 2009 montre que plus de 40 % des élèves roumains âgés de 15 ans ne possèdent pas les compétences de base en lecture, mathématiques et science. La situation est pire chez les garçons, qui obtiennent de moins bons résultats que les filles et affichent des taux d'achèvement inférieurs.

4. S'agissant du droit de l'enfant à être élevé au sein d'une famille, la Roumanie a diminué de plus de moitié le nombre d'enfants placés dans un centre de soins résidentiels, qui est tombé de 57 000 en 2000 à 23 000 en 2010, selon le projet d'analyse de situation « Joindre les deux bouts » réalisé en 2011. Toutefois, l'institutionnalisation a légèrement augmenté en 2011, pour la première fois en 15 ans, du fait que davantage de familles sont tombées dans l'extrême pauvreté et des réductions intervenues dans le budget consacré aux familles d'accueil. La loi interdit que les enfants de moins de deux ans soient placés dans des institutions, mais, en 2011, 600 enfants âgés de 3 ans l'étaient encore.

5. Quant aux droits de l'enfant à la vie, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, qui est de 12 décès pour 1 000 naissances vivantes en Roumanie, est bas au regard des normes internationales mais n'en demeure pas moins le plus élevé de l'Union européenne. Près d'un quart des enfants sont hospitalisés chaque année, en grande partie parce que les soins primaires ou les services d'aide locaux ne bénéficient que d'une attention limitée. Le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant s'est élevé de 2 à 5 % de nouveaux cas entre 2007 et 2010 en raison principalement du fait que 35 % des mères séropositives n'ont pas été traitées ou n'ont bénéficié d'aucun soin préventif au cours de leur grossesse<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Données de la Banque mondiale, [www.worldbank.org.ro](http://www.worldbank.org.ro).

<sup>2</sup> Impacts de la crise économique internationale en Roumanie, 2009-2010. Marin M Stănculescu, Bucarest, Vanemonde, 2011.

<sup>3</sup> PISA, rapport de 2009, Organisation de coopération et de développement économiques.

<sup>4</sup> Données générales sur le VIH/sida au 31 décembre 2010, Institut national des maladies infectieuses, Bucarest.

6. L'analyse de situation a fait ressortir par ailleurs que les disparités concernent particulièrement la population rom, les enfants handicapés et les enfants vivant en zone rurale. Selon les données du Ministère de la santé, le taux de mortalité infantile est plus élevé de 60 % dans les campagnes que dans les villes. Dans la région nord-est, région la plus pauvre du pays, ce taux est plus élevé de 87 % qu'à Bucarest. En 2010, près de 35 % de la minorité rom vivait dans la pauvreté, alors que ce taux était de 6 % pour la population majoritaire. On compte que jusqu'à 44 % des garçons et filles roms d'âge compris entre 7 et 11 ne sont pas scolarisés<sup>5</sup>. Une étude menée en 2010 par l'Association d'appui aux enfants handicapés dans neuf des 41 districts a montré que 23 % des enfants handicapés ne fréquentaient pas l'école et que seul un tiers de ceux qui étaient scolarisés l'étaient dans le système général d'éducation.

7. Du fait de son importante population rom, la Roumanie doit faire face aux mœurs sociales discriminatoires répandues en Europe à l'égard de ce groupe. Les obstacles d'ordre financier sont la cause première des profondes disparités notées dans les niveaux de vie et l'accès des Roms aux services : 12 % des parents roms attribuent le faible taux de scolarisation de leurs enfants à la discrimination<sup>6</sup>. La stigmatisation et la discrimination influent de même sur les progrès qui devraient être réalisés en matière de prévention du VIH et l'inclusion des enfants handicapés dans la population majoritaire. La mise en œuvre de moyens novateurs de transformer les mœurs sociales discriminatoires et de surmonter la stigmatisation et les préjugés qui empêchent la réalisation de nouvelles avancées en matière d'équité dans le pays pourrait offrir des leçons qui viendraient s'ajouter au savoir européen et mondial.

8. Un certain nombre d'innovations et de pratiques nouvelles ont été introduites et leur institutionnalisation doit se poursuivre. On pourra notamment mentionner le fait que la tendance actuelle est de s'attacher moins à la protection, soit la sauvegarde du bien-être des enfants une fois qu'ils sont entrés dans le système d'assistance publique de l'État – qu'à la prévention – soit le fait de veiller à ce que les enfants ne tombent jamais sous le coup d'une telle assistance. Cette manière de procéder s'est révélée moins coûteuse et correspondre à une approche fondée sur les droits. Son institutionnalisation doit se poursuivre. Pour ce qui est du suivi des droits de l'enfant, l'UNICEF met actuellement à l'essai un nouvel outil de surveillance et l'établissement de rapports en temps réel touchant les effets des crises économiques sur les enfants. On disposera ainsi d'une base sur laquelle on pourra se fonder pour déterminer les enfants qui sont les plus affectés et prendre des mesures urgentes permettant de veiller à la réalisation de leurs droits à l'éducation, à la santé et à la protection et de s'assurer de leur accès aux services pertinents, même en période de crise.

9. La scolarisation aux niveaux préscolaire et scolaire doit être améliorée de manière que le droit à l'éducation soit pleinement réalisé et que les écarts d'équité soient réduits. Pour que les jeunes enfants vulnérables puissent bénéficier d'une première enfance et d'un accès à des services d'éducation de qualité, il convient que les services se concentrent davantage sur les groupes de population les plus défavorisés, ce à quoi le Gouvernement s'attache par des approches infranationales,

---

<sup>5</sup> « Roma school participation, non-attendance and discrimination in Romania », Laura Surdu (coordonnatrice), Bucarest, Vanemonde, 2011.

<sup>6</sup> Idem.

qui ont été appliquées avec succès dans certaines régions du pays. La généralisation de ces approches exige que l'action des partenaires soit mieux coordonnée et que les appuis financiers soient renforcés dans les domaines de la pauvreté la plus élevée, politique qui est déjà en place mais qui n'est pas toujours appliquée.

10. Les innovations destinées à renforcer les capacités locales, en établissant clairement les responsabilités, en favorisant des pratiques de gestion modernes et en promouvant une répartition plus équitable des ressources aux niveaux décentralisés, contribueront également à attirer des fonds structurels de l'Union européenne représentant 19 milliards d'euros pour la période 2007-2013. On pourra citer en exemple les travaux sur l'établissement des coûts applicables notamment à un ensemble minimum de services. Ces fonds, approuvés, doivent faire l'objet de demandes concurrentielles de la part des autorités centrales et locales, des organisations non gouvernementales et d'autres groupes. Selon les rapports du Gouvernement, à la fin de 2011, 5 % seulement du financement avait été absorbé. Un nouveau ministère des affaires européennes a été créé en 2011 pour accélérer l'absorption de ces fonds, dont certains peuvent être utilisés à des fins d'innovation et d'amélioration des pratiques de gouvernance qui seront adoptées à l'échelle voulue dans les districts où vivent les enfants les plus exclus et les plus marginalisés.

11. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a fait paraître des Observations finales portant sur les troisième et quatrième rapports périodiques de la Roumanie. Celles-ci ont fait ressortir que le potentiel de la société roumaine ne sera véritablement libéré que si l'on parvient à surmonter les contraintes qui pèsent sur les ressources financières, humaines et organisationnelles et à faire face à un environnement social défavorable. Elles préconisent une augmentation du budget consacré à la réalisation des droits de tous les enfants et l'utilisation d'un système de suivi qui permette d'évaluer les incidences budgétaires sur les garçons et les filles. Les Observations finales ont recommandé pas ailleurs la création d'un mécanisme clairement défini d'allocations budgétaires au niveau local, en ce qui concerne notamment les disparités existantes, la collecte de données fiables sur les enfants, désagrégées de manière à permettre de déterminer les discriminations ou les disparités qui affectent la réalisation des droits, la participation active et systématique de la société civile à la promotion et la réalisation des droits des enfants, et la poursuite par l'État de l'action qu'il mène pour mettre en place un ombudsman indépendant pour les enfants. L'adaptation des systèmes publics et l'évolution du climat social en vue de l'inclusion des enfants provenant des minorités et des collectivités défavorisées peuvent fournir un enseignement à l'échelle mondiale, qui constitue la base d'une coopération triangulaire et puisse être partagé avec d'autres pays.

### **Principaux résultats obtenus et enseignements tirés de la coopération précédente (2010-2012)**

#### **Principaux résultats obtenus**

12. En mai 2010, le Ministère de l'éducation, dans le cadre du partenariat de la Roumanie avec l'UNICEF, a lancé une campagne d'inclusion et d'équité sociales pour ramener à l'école plus de 400 000 enfants roumains qui ne fréquentaient pas l'école régulièrement. Ces enfants proviennent principalement de familles vivant dans la pauvreté, leurs parents eux-mêmes n'ont guère reçu d'instruction, et

beaucoup sont des enfants roms. Une évaluation de 2010<sup>7</sup> a montré que 60 % des enfants risquant d'arrêter l'école ont continué d'être scolarisés la première année de cette initiative. L'un des éléments ayant contribué à ce succès est le fait que l'on s'est attaché aux causes multiples de l'abandon scolaire. On a procédé en impliquant des partenaires appartenant à des domaines autres que l'éducation, comme des personnalités influentes au sein de leurs communautés et les organisations non gouvernementales locales. Cette approche a entraîné le personnel scolaire, les autorités locales et les écoles d'autres collectivités pauvres à faire preuve d'un esprit d'équipe et à redoubler d'efforts, pour surmonter les défis similaires auxquels ils se heurtaient. L'évaluation a recommandé par ailleurs que l'on élargisse l'appui financier de sorte que ces innovations soient plus conviviales et accessibles aux enfants marginalisés, et qu'elles offrent de meilleures installations et de meilleurs outils didactiques, et a engagé les écoles ayant obtenu les meilleurs résultats à offrir un soutien par les pairs aux écoles en difficulté. Cent autres communautés caractérisées par un taux élevé d'abandon scolaire ont été ajoutées à l'initiative pour l'année scolaire 2011/2012.

13. Une autre innovation appuyée par le partenariat Roumanie-UNICEF a été la mise en place d'un « modèle de prévention » visant à renforcer les capacités des autorités locales d'identifier rapidement et avec efficacité les risques et vulnérabilités des enfants et des familles, et d'y donner suite en conséquence. Une initiative portant sur la fourniture de services communautaires a été lancée dans près de 100 collectivités rurales pour apporter la preuve d'une telle action de prévention, qui a consisté à charger un travailleur social d'identifier les défis et d'appliquer des solutions dans la collectivité retenue. Une évaluation<sup>8</sup> a montré que l'initiative avait donné des résultats positifs après cinq mois seulement en prévenant les séparations familiales dues à la maltraitance et au délaissement et qu'elle avait identifié 2,7 % d'enfants, inconnus des services de santé, d'éducation et sociaux, et donc pensionnaires potentiels du système de soins en établissements résidentiels. Elle a également fait ressortir que le coût de l'entretien d'un enfant dans la famille représentait environ le tiers du coût de la fourniture de services dans le système de protection.

14. La confirmation de la viabilité financière du modèle de prévention a rendu possible son expansion. Si l'on considère que 1,6 % de tous les enfants roumains sont pris en charge par une forme ou une autre de services de protection, de telles manières de procéder doivent être généralisées et élargies à l'échelle nationale d'une manière durable. À cette fin, le partenariat a appuyé l'action des autorités locales visant à accéder aux fonds structurels de l'Union européenne et à faire cause commune avec d'autres parties prenantes, y compris la société civile.

15. Le partenariat a joué un rôle important en réunissant un certain nombre d'acteurs clefs, dont la Banque mondiale, chargés de suivre l'impact des crises sur les enfants et faire rapport à ce sujet, d'offrir différents moyens possibles de protéger les enfants les plus touchés et de veiller à ce que ces enfants continuent d'aller à l'école et d'avoir accès aux services de santé et de protection essentiels.

<sup>7</sup> « Evaluation of intervention and results for the Campaign on School Attendance, school year 2010-2011 », Veronica-Gabriela Chirea, Olivia-Maria Jidveian, Alina-Gabriela Paraschiva, Tania-Mihaela Sandu (auteurs-évaluateurs indépendants), Bucarest, 2011.

<sup>8</sup> « CERME - Helping the 'invisible' children, evaluation of interventions - key findings and recommendations », Manuela Sofia Stanculescu and Monica Marin, Bucarest, 2011.

Des progrès importants ont été réalisés dans l'élaboration d'outils, de systèmes et de structures qui permettent de suivre systématiquement les droits des enfants dans tout le pays, en mettant l'accent sur le genre.

### Enseignements tirés

16. L'évaluation et l'étude décrites ci-dessus montrent clairement que les solutions préventives à base communautaire peuvent jouer un rôle utile en accroissant l'absorption de services. À cette fin, il conviendra de recentrer les responsabilités des travailleurs sociaux pour qu'ils entreprennent des activités de sensibilisation et d'évaluation des besoins afin de promouvoir l'inclusion sociale, les droits de l'enfant, la cohésion familiale et des services abordables, et ainsi de délester l'État des pressions qui pèsent sur lui. Il est tout aussi crucial de lancer les processus de participation des autorités locales et des collectivités de sorte que les problèmes qui se posent au niveau des familles et de la collectivité puissent être résolus sans que l'on ait recours au système de soins institutionnels. Le succès de l'assistance sociale est lié à une collaboration et une coordination plus systématiques des dirigeants et services locaux entre eux et, au niveau central, des autorités dans les différents secteurs.

17. À un niveau plus systémique toutefois, le succès de ces innovations tient à la nécessité urgente de décentraliser l'assistance sociale et la protection des enfants. Une évaluation de 2009<sup>9</sup> a analysé la décentralisation des services mise en œuvre conformément à la politique de l'Union européenne, et la fourniture de ces services aux collectivités pauvres. Elle a montré que les politiques doivent être soutenues par une communication adéquate à partir du centre de sorte que les fournisseurs de services aient une idée exacte de leurs nouvelles obligations et que les familles comprennent bien les conditions auxquelles sont soumises les demandes des nouvelles prestations. Les capacités de mise en œuvre d'un nouveau règlement au niveau décentralisé doivent être examinées et toutes les incidences financières doivent être étudiées de près avant que les mesures ne soient officiellement adoptées. De la sorte, le cadre normatif pourra déboucher sur une action concrète, qui appuie la réalisation des droits des enfants les plus défavorisés.

### Cadre de coopération, 2013-2017

#### Tableau budgétaire récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante du partenariat</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<b>Total</b>
Inclusion sociale et réduction des disparités	2 200	9 400	<b>11 600</b>
Renforcement de la gouvernance et des alliances pour les enfants	950	2 500	<b>3 450</b>
Dépenses intersectorielles	600	600	<b>1 200</b>
<b>Total</b>	<b>3 750</b>	<b>12 500</b>	<b>16 250</b>

<sup>9</sup> « Evaluation of social assistance policies in Romania », IMAS Marketing and Polls, Bucarest, 2010.

**Processus d'élaboration du programme**

18. Le processus d'élaboration du nouveau partenariat a débuté par un examen à mi-parcours, effectué entre avril et septembre 2011 au travers d'une série de consultations tenues entre les membres d'un comité directeur composé de représentants de l'UNICEF, des principaux partenaires gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales, d'autres entités des Nations Unies et d'universitaires. Il a été guidé par le Ministère des affaires étrangères, l'organe de coordination. Le Comité a examiné les recommandations présentées en 2009 par le Comité des droits de l'enfant ainsi que de nouvelles informations et les principales recherches effectuées sur la situation des enfants, et leurs évaluations et recommandations. Par la suite, les principaux partenaires se sont mis d'accord sur les stratégies à adopter et les composantes du partenariat.

**Composantes du partenariat : résultats et stratégies adoptées**

19. Le but d'ensemble du partenariat est de contrecarrer l'effet des crises récentes et de poursuivre l'accélération de la réalisation universelle des droits des enfants. La stratégie consiste à améliorer la situation des enfants exclus vivant dans des collectivités marginalisées qui comptent d'importantes minorités et dans les zones les plus vulnérables et les plus défavorisées, où la pauvreté est endémique, où la fréquentation scolaire est précaire et où le risque de dysfonction familiale est le plus élevé. Parallèlement, on promouvra une culture de droits, un climat social et des alliances dont tous les enfants bénéficieront et qui renforceront l'équité et la solidarité dans le pays.

20. Pour atteindre cet objectif d'ensemble, on s'attachera à créer des partenariats et à renforcer les partenariats existants en visant l'inclusion sociale et une bonne gouvernance dans l'intérêt des enfants aux niveaux national et infranational. L'action se concentrera sur les blocages institutionnels et les obstacles d'ordre social pour assurer aux enfants un environnement plus équitable. En conséquence, le partenariat appuiera un équilibre entre l'appui au cadre normatif au niveau national et sa traduction en résultats sur le terrain en matière d'inclusion sociale et d'équité. On fera en sorte que dès le début les autorités locales entreprennent une action généralisée au niveau de leur district sous forme de mesures alternatives, rentables et novatrices. Du fait de la décentralisation, les autorités locales jouiront désormais de responsabilités accrues en matière de finances et de gestion tout en disposant de ressources et de capacités limitées. Par cette implication des autorités locales, les garanties et les prestations établies seront assorties d'un ensemble de mesures pertinentes touchant la responsabilisation, l'autorité et les ressources financières et organisationnelles.

21. En vue de l'application au niveau national, l'UNICEF continuera de renforcer les synergies avec une masse critique d'autorités locales, qui seront appuyées par les bonnes pratiques dégagées des initiatives actuelles ou nouvelles, susceptibles de devenir des modèles applicables au-delà des frontières de la Roumanie. D'ici là, les activités se poursuivront au niveau central pour accompagner les réformes gouvernementales et ajuster les politiques, stratégies, lois et budgets, qui bénéficieront des résultats obtenus aux niveaux décentralisés.

22. Dans un environnement aussi riche en moyens médiatiques que la Roumanie, la communication aux fins du développement sera le moyen stratégique essentiel de



surmonter la stigmatisation, la discrimination et les préjugés, autant d'obstacles à l'inclusion sociale et à l'équité.

### **Domaines de coopération**

23. **Inclusion sociale et réduction des disparités.** Cette composante vise les résultats obtenus localement, à grande échelle, du fait de la mise en œuvre de politiques et stratégies lancées en vue de réduire les disparités, accroître l'équité et promouvoir l'inclusion sociale des garçons et filles vulnérables. Elle mettra l'accent sur les enfants roms, appuyant la stratégie nationale pour la population rom 2012-2020. Son objectif est de promouvoir l'inclusion sociale en insistant sur les résultats obtenus en matière d'éducation et au niveau local. Le partenariat portera ses efforts sur l'appui au renforcement des capacités au niveau décentralisé.

24. En aidant les autorités nationales et locales à lutter contre les grands blocages institutionnels et sociaux aux niveaux décentralisés, la composante contribuera à élargir l'accès des enfants marginalisés à l'éducation, au développement de la petite enfance ainsi qu'aux services de santé publique et de protection. On cherchera principalement à : a) diminuer de moitié la proportion moyenne des garçons et des filles qui abandonnent l'enseignement obligatoire, soit de 20 à 10 %, l'accent étant mis sur les districts les plus défavorisés; b) réduire le taux d'abandon scolaire des enfants roms de 44 à 30 % ; c) doubler le nombre d'enfants bénéficiant de services de prévention en matière de protection de l'enfant, compte tenu en particulier des enfants vivant dans les zones et groupes marginalisés; et d) réduire la proportion d'enfants vivant dans des établissements institutionnels de 25 %, en s'attachant particulièrement aux enfants handicapés. Étant donné les pressions auxquelles est soumis le système de protection de l'enfant, le Gouvernement est résolu à mener une approche préventive. La cause des droits des enfants en bénéficiera, et des économies budgétaires seront réalisées. La composante contribuera par ailleurs à : e) éliminer pratiquement la transmission du VIH des parents aux enfants; et f) élever de 50 % le nombre de femmes enceintes appartenant aux groupes les plus vulnérables (Roms et zones rurales les plus défavorisées) qui bénéficieront de quatre visites prénatales conformément aux normes nationales relatives à la qualité des soins prénataux.

25. On fera vigoureusement appel à la communication au service du développement dans l'objectif de transformer les écoles en lieux adaptés aux enfants, où les minorités et les enfants issus des plus pauvres familles se sentent bien. Parallèlement, on appliquera des politiques et des normes visant à élever la qualité de l'éducation et on renforcera les capacités du système d'éducation afin d'accueillir les enfants handicapés dans les établissements scolaires ordinaires.

26. Le partenariat redoublera d'efforts pour appuyer les modèles novateurs et les nouvelles « technologies sociales » susceptibles de tenir les familles en dehors du système de placement en établissement. Il œuvrera étroitement avec les partenaires au sein du gouvernement et la société civile afin d'accélérer le processus visant à limiter le placement des enfants en institution en renforçant l'appui aux familles. On mettra au point des solutions viables, notamment l'adoption et le placement familial, en s'attachant notamment aux enfants de moins de 3 ans. De même, on promouvra des politiques et programmes visant à protéger les enfants de la violence au foyer, à l'école et dans la société ainsi que de l'exploitation et des dangers de l'internet compte tenu notamment du genre.

27. Pour ce qui est du développement de la petite enfance, le partenariat continuera d'aider les partenaires dans les efforts qu'ils entreprennent pour créer un mécanisme de coordination des services et collaborera à l'élaboration de plans d'action et de budgets. Dans le cadre de la stratégie d'éducation parentale nationale, l'action portera sur l'expansion des services par la mise en place d'écoles maternelles et au travers de programmes d'éducation parentale dans des conditions abordables, durables et susceptibles d'une application nationale tout en donnant la priorité aux parents des collectivités les plus marginalisées, dont les parents roms.

28. La composante renforcera encore la coopération entre autorités nationales et locales dans le but d'élaborer un ensemble minimal de services de santé publique, notamment les soins prénatals et postnatals et les soins préventifs. Elle aidera en particulier les autorités locales à élargir l'accès aux soins prénatals dans les collectivités vulnérables par le recours à des infirmiers de proximité et à des médiateurs de santé roms. On prêtera une attention spéciale à la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et chez les adolescents les plus à risque, qui de plus en plus s'injectent de nouvelles drogues synthétiques.

29. **Renforcement de la gouvernance et des alliances pour les enfants.** Cette composante vise à ce que les autorités publiques, en partenariat avec la société civile, les organisations internationales et le secteur privé, exercent une bonne gouvernance de manière à réduire le dénuement des enfants et à faire progresser les droits des filles et des garçons, à la fois aux niveaux national et infranational. Elle contribuera à la mise en œuvre de cinq des Observations finales du Comité des droits de l'enfant, soit notamment la mise en œuvre de changements systémiques tels que : a) de l'allocation de montants adéquats et plus efficaces à la santé, l'éducation et la protection sociale; b) l'établissement d'un système de suivi des droits des enfants qui présente des rapports annuels accompagnés de recommandations pour suite à donner; et c) un système de garantis des droits des enfants pleinement opérationnel, comportant notamment le bureau d'ombudsman pour les enfants, qui opère conformément aux meilleurs normes internationales recommandées par le Réseau européen de médiateurs pour les enfants.

30. La composante renforcera la coopération avec le Gouvernement et les organisations non gouvernementales partenaires pour mettre au point et établir fermement un système de suivi national des droits de l'enfant. Un tel système opérera entre les ministères et s'étendra aux niveaux infranationaux, en impliquant également les organisations de la société civile. Les partenariats et les ressources seront mobilisés, et les actions porteront sur la recherche, la sensibilisation aux droits des enfants, l'élaboration de stratégies et plans nationaux et le renforcement des capacités en vue de l'évaluation de la législation et de l'établissement de rapports sur l'état de la réalisation des droits de l'enfant. Le système faciliterait énormément la mise en œuvre de nombre des recommandations du Comité des droits de l'enfant auxquelles il n'a pas encore été donné suite.

31. Le partenariat mettra à profit les connaissances mondiales de l'UNICEF pour créer le bureau d'un médiateur pour les enfants. L'action se poursuivra également avec les autorités nationales et locales ainsi que la Banque mondiale pour améliorer les systèmes d'allocations budgétaires de manière qu'ils incluent les services essentiels aux enfants et familles vulnérables et la mise en œuvre de politiques d'inclusion.

32. S'agissant du cadre pour l'équité, la collaboration avec les ministères pertinents sur les stratégies et mesures de réduction des risques cherchera à atténuer les effets des catastrophes naturelles et à améliorer la résilience des enfants les plus vulnérables.

33. Entre 2008 et 2010, UNICEF-Roumanie a réuni 60 % des autres ressources sur place, en dépit du ralentissement de l'économie. Des fonds ont été également réunis en Roumanie aux fins de l'assistance de l'UNICEF à d'autres pays, tels que le Bangladesh et Haïti. On compte que le rôle du secteur privé qui contribue de manière essentielle aux autres ressources, se poursuivra. L'UNICEF continuera de déployer au mieux ses ressources pour aider les enfants désavantagés, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection. Une attention spéciale sera accordée aux pratiques novatrices, notamment les services préventifs à base communautaire bénéficient aux enfants au niveau local, susceptibles d'être financées à l'aide des fonds structurels de l'Union européenne. L'objectif est de mobiliser 100 millions de dollars d'ici à la fin du partenariat.

34. **Dépenses intersectorielles.** Les fonds appuieront le suivi et l'évaluation ainsi que les coûts opérationnels, dont les services publics, les voyages ainsi que les dépenses de personnel et de fonctionnement du bureau.

#### **Relations avec les priorités nationales**

35. Le partenariat a été défini compte tenu des conclusions de l'analyse de situation effectuée en 2011. Il appuie le plan national de développement 2007-2013 et les autres priorités nationales énoncées dans la stratégie nationale de promotion et de protection des droits des enfants 2008-2013, le programme de réforme nationale 2011-2013, la stratégie roumaine pour l'Europe 2020 et la stratégie nationale pour les Roms 2012-2020. Il complète également les nouvelles lois l'une sur l'éducation, l'autre sur l'assistance sociale, adoptées toutes deux en 2011. En l'absence d'un plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, des consultations étroites ont été tenues avec d'autres entités des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, qui a été un membre actif du comité directeur ayant établi le document de partenariat. Parmi les autres principaux partenaires des Nations Unies, il convient de mentionner l'Organisation mondiale de la santé et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés.

#### **Relations avec les priorités internationales**

36. Le partenariat reflète la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les dispositions pertinentes de la Convention relatives aux droits des personnes handicapées. Il appuie les conclusions du Comité des droits de l'enfant touchant le rapport de pays pour 2009.

37. Le partenariat est conforme à la stratégie de l'Union européenne 2020 sur l'inclusion sociale et la nouvelle stratégie de l'Union européenne sur les Roms. Les stratégies ont tenu compte de la nécessité de mesures urgentes de prévention, d'atténuation et de la prévision.

### **Principaux partenariats**

38. **Activités promotionnelles visant à l'établissement de partenariats forts pour l'inclusion sociale dans tous les secteurs.** La Direction générale pour la protection de l'enfance du Ministère du travail, de la famille et de la protection sociale est le premier partenaire pour ce qui est de l'obtention de résultats en matière de désinstitutionalisation dans la composante Inclusion sociale du partenariat, ainsi qu'en matière de suivi lié à la Convention relative aux droits de l'enfant dans la composante Gouvernance et alliances. Le Ministère de la recherche, de l'éducation, de la jeunesse et des sports et l'Institut des sciences de l'éducation seront chargés de guider les éléments relatifs à l'éducation dans la composante Inclusion sociale. Le Ministère de la santé et son Institut pour la santé de la mère et de l'enfant ainsi que le Centre roumain du sida sont les partenaires clefs pour ce qui est de l'obtention de résultats en matière de statistiques touchant la santé, le développement de la petite enfance et le VIH/sida. L'Institut national de statistiques a un rôle directeur en matière de collecte des données et de suivi des données relatives aux progrès réalisés tandis que l'Agence nationale pour les Roms continuera d'être un partenaire proche dans la mobilisation de l'action en faveur de l'inclusion sociale des Roms aux niveaux national et local.

39. Par ailleurs, le partenariat collaborera étroitement avec la Banque mondiale en ce qui concerne l'inclusion sociale des Roms, la réforme du système social et la budgétisation, avec la Commission européenne, dans le contexte du nouveau Fonds européen de développement régional 2014-2020, et avec le Fonds social européen et le Fonds de cohésion pour ce qui est de l'inclusion sociale, de la pauvreté et de l'éducation. Le partenariat fera connaître son point de vue de manière que ces fonds soient utilisés dans le but d'appuyer le renforcement des capacités de manière que les services fonctionnent efficacement au niveau local. Le secteur privé est un partenaire de plus en plus important et fournisseur de ressources, particulièrement dans l'appui à l'inclusion sociale. Les moyens d'information de masse sont un partenaire important en ce qu'ils font œuvre d'éducation, qu'ils guident le changement social et qu'ils aident la société à surmonter la stigmatisation et la discrimination.

### **Suivi, évaluation et modalités de la coopération**

40. Le Ministère des affaires étrangères et le Ministère du travail, de la famille et de la protection sociale seront chargés de la coordination d'ensemble. Les indicateurs-clefs de progrès en ce qui concerne la composante Inclusion sociale feront l'objet d'un suivi par un examen régulier des données administratives, des rapports et des enquêtes de terrain ainsi qu'au travers de visites conjointes sur le terrain.

41. Un plan intégré de suivi et d'évaluation sera mis au point. Le partenariat collaborera avec les institutions pertinentes, dont l'Institut national de statistiques, pour mener à bien des études, des enquêtes et des évaluations afin de bien comprendre les problèmes et d'évaluer l'impact des innovations. Des évaluations conjointes seront prévues pour analyser l'impact des politiques publiques en faveur de l'inclusion de tous les enfants. Les meilleures pratiques et les enseignements tirés seront définis de manière à servir de fondement aux choix politiques. Des examens annuels conjoints seront tenus avec les parties prenantes et le Gouvernement afin qu'il soit procédé aux ajustements nécessaires du partenariat, et une évaluation à mi-parcours sera tenue en 2015.